

Kenneth McRoberts et Dale Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1982, 351 p.

Réjean Pelletier

Numéro 4, automne 1983

Crise et changements idéologiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/041005ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/041005ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

0711-608X (imprimé)

1918-6584 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pelletier, R. (1983). Compte rendu de [Kenneth McRoberts et Dale Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1982, 351 p.] *Politique*, (4), 167–169. <https://doi.org/10.7202/041005ar>

RECENSIONS

Kenneth McRoberts et Dale Posgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1982, 351 p.

Ce volume de McRoberts et Posgate constitue la traduction d'un ouvrage déjà publié en langue anglaise en 1976, puis mis à jour en 1980 pour tenir compte du Parti québécois au pouvoir et de son option, la souveraineté-association.

Par rapport à la première édition, qui avait déjà été acclamée comme un « classique » au Canada anglais, la seconde version innove non seulement par l'addition de chapitres sur le Parti québécois, mais aussi et surtout par la précision apportée au cadre d'analyse. Certes, l'approche développementaliste et le thème de la modernisation dominant toujours le volume, mais les auteurs s'en servent désormais comme point de départ ou, en d'autres termes, comme « premier cadre de travail pour rassembler les données de base » (p. 14).

Faisant preuve d'un éclectisme théorique impressionnant, ils ont aussi recours à d'autres concepts empruntés aux théories sur la dépendance, sur les luttes de classes, sur la division culturelle du travail, de même qu'au concept de conscience nationale qu'ils considèrent important pour la compréhension de la société québécoise. À la recherche de « clés d'explication », ils veulent ainsi préciser « la forme et l'orientation particulière qu'ont pris les processus de changement » (p. 36). C'est ce qui constitue à la fois l'intérêt et l'originalité de cet ouvrage.

Après avoir posé quelques jalons historiques, les auteurs analysent les principales composantes du développement écono-

mique et social du Québec depuis 1920 pour les mettre en relation avec le retard accusé dans la modernisation du secteur politique avant 1960. Ce retard sera précisément comblé par l'action de la nouvelle classe moyenne qui jouera un rôle important, comme l'avait déjà souligné Hubert Guindon, dans le processus de modernisation connu sous le vocable de Révolution tranquille.

Celle-ci fait essentiellement référence à la construction d'un appareil étatique sous l'égide de la nouvelle classe moyenne au pouvoir qui est ainsi appelée à jouer un rôle politique et socio-économique majeur dans la société québécoise: rôle politique parce qu'elle est aux commandes de l'État et rôle socio-économique parce qu'elle veut se servir de l'État comme instrument de développement économique, social et même culturel d'un Québec à «moderniser». La montée de cette nouvelle classe moyenne est elle-même reliée à la tertiarisation de l'économie, au développement des organisations syndicales et aux relations conflictuelles entre Ottawa et Québec.

En définitive, tout apparaît centré sur la montée de la nouvelle classe moyenne francophone, sa prise du pouvoir en 1960 et son utilisation de l'État québécois — qu'il faut d'abord construire — pour imposer ses réformes à la société civile. Même le Parti québécois qui a pourtant réussi, avec son populisme nationaliste, à «bâtir une grande coalition qui transcende les classes» (p. 229), reflète également la domination de cette classe.

Plus exactement, on pourrait dire que c'est la présence ou l'absence de l'État dans le destin collectif des Québécois qui devient la principale «clé d'explication» de ce volume. Tout pourrait être alors mesuré et analysé à cette aune de référence. Si cette analyse est exacte, il faudrait alors conclure que le thème de la modernisation *politique* est dominant dans cet ouvrage et, en corollaire, la thèse de l'autonomie de l'État, bien que les

auteurs n'y fassent pas explicitement référence. D'ailleurs, cette centralité du politique transparait aussi dans le découpage des chapitres en régimes politiques ou, plus précisément, selon les différents gouvernements en place.

Même si l'analyse des variables politiques m'apparaît dominer cet ouvrage, les auteurs prennent bien soin d'y juxtaposer des facteurs économiques, sociaux et culturels afin de couvrir l'ensemble de la réalité sociale. Certes, une telle juxtaposition permet de contourner les principales ambiguïtés reliées au thème même de la modernisation, mais elle ne se traduit pas toujours par une complémentarité évidente des différents éléments ainsi réunis. C'est probablement cet éclectisme par ailleurs fort louable qui fait à la fois la force et la faiblesse de ce volume : la force parce que tous les principaux facteurs du développement et de la modernisation du Québec y sont passés en revue, la faiblesse parce que tous ces éléments ne s'intègrent pas toujours en un tout harmonieux selon une ligne directrice constamment présente.

Malgré tout, l'ouvrage de McRoberts et Postgate peut certainement être classé parmi les « classiques » sur le Québec. Il constitue une excellente synthèse du développement et de la modernisation de la société québécoise au XX^e siècle.

Réjean Pelletier
Université Laval